

# La forte croissance de Plataforma per Catalunya: À l'aube d'un nouveau national-populisme en Espagne ?

*Hassen Guedioura*<sup>1</sup>

Au soir des élections parlementaires catalanes du 28 novembre 2010, l'irruption surprise d'un parti d'extrême droite en Catalogne a des allures de douche froide pour tous ceux qui ont longtemps cru que l'Espagne postfranquiste figurerait parmi les rares États européens à en être immunisés. Non loin du tour de force, la Plataforma per Catalunya (PxC), parti violemment xénophobe ou plus spécifiquement « morophobe »<sup>2</sup>, resta finalement aux portes du parlement et ne remporta pas les trois sièges que les dépêches prématurées lui accordaient. D'euphorie en résignation, ce fut toutefois dans une allégresse affichée que ses militants passèrent la nuit électorale, réunis autour de leur leader, Josep Anglada i Rius, militant de la première heure de l'extrême droite franquiste. Une joie doublement justifiée : parce que jamais dans l'histoire de la démocratie espagnole une telle formation ne s'était retrouvée aussi proche de l'accès à une représentation parlementaire ; et que PxC réalisa ce soir-là un score historique huit ans après sa création : un peu plus de 75 000 voix (2,42 %), contre moins de 5 000 aux élections autonomes de 2003.

Le vent du populisme qui souffle sur l'Europe aurait-il donc réussi à traverser les Pyrénées ?

Loin d'être un « vote d'humeur » aux allures passagères, cette progression fulgurante de PxC s'est confirmée aux élections locales de 2011 par une forte

1 Institut français de géopolitique, université Paris-VIII – Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos, université autonome de Madrid.

2. Employé de façon aujourd'hui péjorative en Espagne, ce terme désigne indistinctement les personnes originaires d'Afrique septentrionale ou de confession musulmane.

extension territoriale avec son entrée dans quarante et un conseils municipaux catalans, dont neuf capitales comarcales (environ 65 000 voix), alors qu'il n'était présent que dans dix-sept conseils en 2007. Malgré la versatilité de l'électeur catalan, connu pour choisir son parti en fonction du rendez-vous électoral [Trépiér, 2011], PxC arrive à stabiliser une masse critique de 60 000 voix aux élections législatives de novembre 2011.

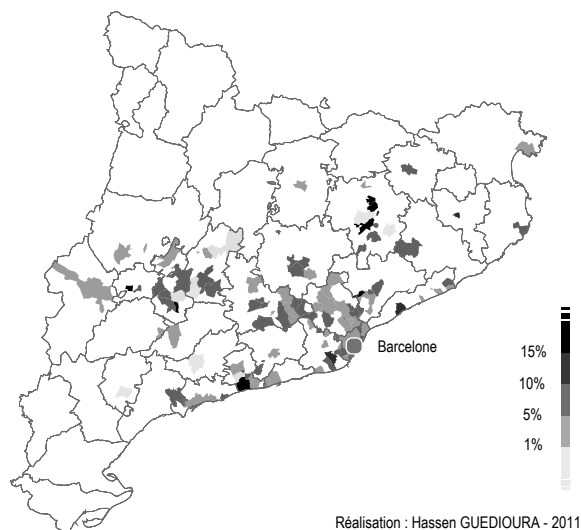
Ce surgissement de l'extrême droite est paradoxal à plus d'un titre : d'abord parce qu'il a lieu là où on l'attendait le moins, dans une région autonome au fort sentiment nationaliste catalan. Or la droite traditionnelle a toujours défendu l'unité nationale de l'Espagne. Et, d'autre part, parce que la Catalogne se projette comme un pays d'immigration, une « *welcome society* » ayant déjà réussi à relever le défi de l'intégration pour les plus de deux millions d'« immigrés » venus du reste de l'Espagne, principalement d'Andalousie, de Murcie ou de Galice entre 1900 et 1970. Le succès de cette « *vía catalana de integración* » (« voie catalane d'intégration »), ou de ce que la géographe Anna Cabré qualifiait de « système de reproduction catalan » [Cabré i Pla, 1999], serait l'apanage d'une représentation très inclusive de l'identité catalane dont l'unique condition serait, en théorie, l'acquisition et l'emploi de la langue catalane. Dès lors, l'immigration, qui pourtant était initialement considérée comme une menace, peut se transformer en opportunité majeure pour la construction d'un territoire différencié [Pujol, 1976], et à plus forte raison lorsqu'elle est couplée à la mise en œuvre d'une intégration basée sur une politique linguistique volontariste. Aujourd'hui plus encore, l'intégration des immigrés, et surtout celle de leurs enfants, est vue par les nationalistes catalans comme un « moyen de survie<sup>3</sup> ». Le Pacte national pour l'immigration, signé en décembre 2008 entre la Généralité et différentes associations et partis politiques catalans (à l'exception du Parti populaire catalan), reflète clairement cette préoccupation puisqu'il réaffirme les canons de ce creuset d'intégration que serait la Catalogne tout en érigeant le catalan comme « langue publique commune et d'accueil de l'immigré ». En outre, l'extranéité juridique de ces nouveaux migrants — à la différence de la vague migratoire antérieure — sera l'un des nombreux sujets de friction dans la rivalité qui oppose le gouvernement central au gouvernement catalan. Les représentants de ce dernier, toujours à la recherche de plus de souveraineté, espèrent pouvoir acquérir un maximum de compétences régaliennes en la matière telles que la gestion de la naturalisation, le choix de l'origine des migrants, ou du temps de résidence avant l'obtention de la nationalité.

Comment interpréter l'apparition de l'extrême droite postfranquiste ? Est-ce un rejet de l'immigration ou du catalanisme lui-même ? Rappelons que, depuis

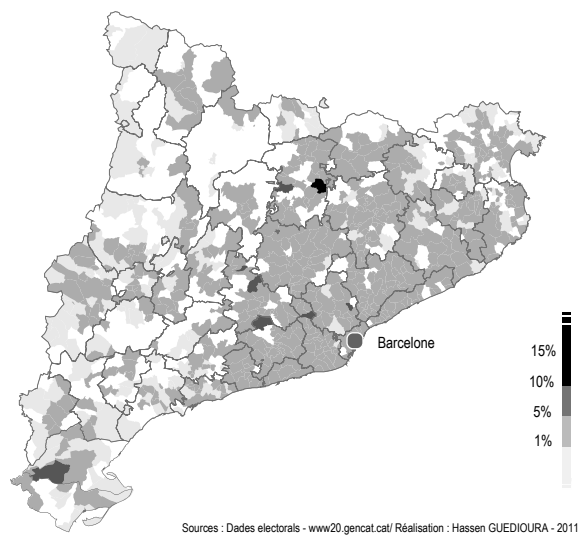
3. Entretien avec Jordi Pujol, 9 décembre 2011.

LA FORTE CROISSANCE DE PLATAFORMA PER CATALUNYA

CARTE 1. – PART DU VOTE PxC AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2011



CARTE 2. – PART DU VOTE PxC AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2011



*Hérodote*, n° 144, La Découverte, 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

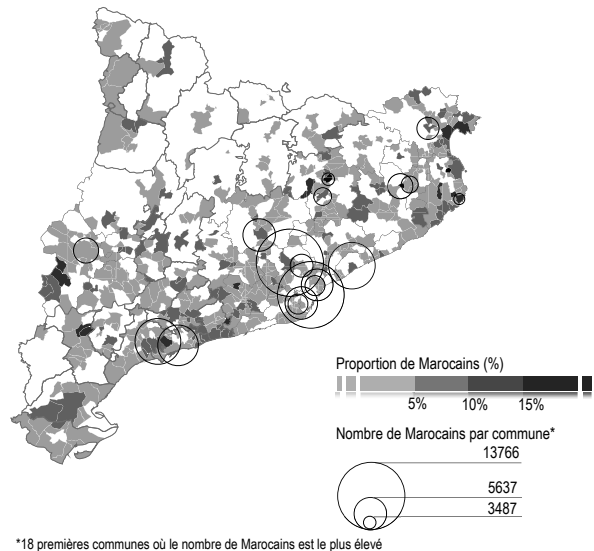
## HÉRODOTE

environ une quinzaine d'années, la société espagnole a été bouleversée avec l'arrivée massive de travailleurs étrangers venus soutenir son économie qui, jusqu'à l'irruption de la crise de 2007, était en plein essor : 360 000 en 1991, 1,4 million en 2001, ils sont presque 6 millions en 2011 (environ 12 % de la population). La Catalogne est l'une des destinations privilégiées de ces migrants : 181 590 étrangers recensés en 2000, plus de 1,2 million en 2010 représentant ainsi environ 16 % de la population !

Toutefois, il semblerait que tous les immigrés ne soient pas vus de façon identique. Car ce n'est pas l'Andalou, ni l'Anglais ni même le Roumain que l'électeur PxC veut renvoyer, mais avant tout le « *moro* », « *el Musulmán* », « *el Magrebí* ». Ces qualificatifs concernent prioritairement les Marocains (mais aussi les Pakistanais souvent assimilés aux Arabes) qui sont de loin les plus nombreux en Catalogne : 61 000 en 2000, 250 000 aujourd'hui représentant ainsi 20 % de la population étrangère et plus de 3 % de la population totale en Catalogne. Les Roumains, deuxième communauté étrangère de la région, ne sont que 100 000. À ce chiffre, il convient d'ajouter les enfants de ces immigrés qui ne sont plus enregistrés selon l'origine de leurs parents puisque naturalisés, ainsi que les nombreux sans-papiers difficilement quantifiables. Cette présence s'explique notamment par les liens historiques [López García, 1991, 2004] du Maroc à l'Espagne, par la forte proximité géographique à l'exemple des enclaves de Ceuta et Melilla, et plus particulièrement à la position de la Catalogne située à mi-chemin des traditionnelles routes migratoires empruntées par les travailleurs marocains en direction d'autres pays européens (France, Belgique, Pays-Bas).

C'est dans cette Catalogne à la configuration démographique nouvelle que ce nouveau national-populisme représenté par PxC doit être appréhendé. Cet article se propose d'en étudier la trajectoire exceptionnelle qui remet en question la représentation d'une Catalogne souvent perçue comme « immunisée » contre l'extrémisme. En effet, une idée communément admise en Espagne est que seul le parti de droite Parti populaire (PP) rassemblerait les racistes et les non-démocrates. Ce serait même le radicalisme du nationalisme espagnol du PP qui expliquerait qu'il n'y ait pas de parti d'extrême droite en Espagne. À l'inverse, les nationalistes régionaux, notamment en Catalogne, seraient par nature progressistes et démocrates parce qu'ils ont été réprimés par le régime dictatorial et nationaliste espagnol du général Franco. L'émergence d'une extrême droite en Catalogne, notamment dans les zones les plus nationalistes de la Généralité, contredit cette apparente évidence.

CARTE 3. – LES MAROCAINS EN CATALOGNE, EN 2010



\*18 premières communes où le nombre de Marocains est le plus élevé

### Les «faveurs» d'un contexte

L'apparition et la progression de PxC sont le fruit d'une stratégie qui a su à chaque fois tirer profit d'un contexte particulièrement crispé autour de la présence des Maghrébins en Catalogne, mais aussi en Espagne [Zapata-Barrero et De Witte, 2007]. En effet, tout au long des années 1990, l'accroissement du nombre de ces travailleurs étrangers commence à engendrer des attitudes racistes qui finiront par prendre une tournure plus grave avec une multiplication de conflits entre « autochtones » et Marocains. Deux d'entre eux ont l'effet d'un électrochoc et marquent un tournant dans la perception de ces derniers et de l'immigration en général. En 1999 dans le quartier de Ca n'Anglada à Terrassa, une simple algarade entre jeunes adolescents marocains et catalans un soir de *Fiesta Major* se transforme en véritable chasse au « *moro* » qui dure presque un mois et durant laquelle de nombreux Marocains sont agressés, et leurs biens vandalisés. Cet épisode tragique, initialement interprété comme le fait de groupuscules néonazis, révèle un malaise beaucoup plus profond lorsque environ 1 300 habitants du quartier défilent aux cris de « *moro fuera* » (*moro* dehors) ou de « *puto moro* » (*putain de moro*) et s'en prennent une nouvelle fois aux Marocains, dont l'un échappe de justesse à la

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

mort après avoir été poignardé. L'année suivante, dans le village d'El Ejido en Andalousie, l'assassinat d'une jeune femme par un « déséquilibré mental » d'origine marocaine déclenche là aussi une vague de violences racistes qui choquent la société espagnole.

Ces conflits mettent en lumière les problèmes latents de cohabitation dans certains quartiers et une hostilité grandissante vis-à-vis des immigrés. De nombreuses langues commencent à se délier et certaines déclarations provenant d'éminentes personnalités catalanes sont annonciatrices du populisme. Ainsi, le 20 février 2001, *El País* publie les prophéties alarmistes de l'épouse de Jordi Pujol (alors président du parlement de Catalogne), Marta Ferrusola, inquiète de cette « avalanche d'immigrés » qui ne s'expriment que pour dire « bonjour, bon après-midi, et donne-moi à manger ». Elle prévoit aussi que « dans dix ans les églises romaines ne serviront plus, au profit des mosquées » tout en surenchérissant avec une représentation largement répandue dans la société catalane : « Les aides publiques sont pour ces gens-là [les immigrés] qui ne savent pas ce qu'est la Catalogne, et mon époux est fatigué d'allouer des logements sociaux aux Maghrébins et aux gens comme ça... » Son mari ainsi qu'Arthur Mas (actuel président de la Généralité de Catalogne) défendirent ses propos par l'argument dorénavant classique que cette « réflexion » à voix haute était ce que pensait une majorité de Catalans, et qu'à cet effet la teneur de ces propos n'avait « rien de péjoratif pour les immigrés ». Cette prétendue pensée majoritaire n'est pourtant pas corroborée dans les comptes publics que de nombreux élus locaux publient régulièrement pour contrecarrer les fréquentes accusations de « favoritisme social » vis-à-vis de la population immigrée. Certains élus font même les frais de ces rumeurs infondées. Pour exemple, en 1999, le bruit court que l'ex-femme du maire socialiste de Manlleu, Ramon Sitjà, serait une « *mora* » et qu'il « amènerait des Marocains par cars entiers » afin que sa commune puisse dépasser le seuil des 20 000 habitants, lui garantissant de fait une subvention de 50 millions de pesetas supplémentaires à l'année. Malgré ses efforts pour démentir ces rumeurs, il perd la mairie quelques mois plus tard au profit du nationaliste Joaquim Vivas (CiU).

Une semaine après les propos de Marta Ferrusola, un palier supplémentaire est franchi lorsque la presse dévoile, des extraits du livre-entretien d'Heribert Barrera [Vila, 2001] — ancien président du Parlement catalan, et dirigeant historique d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, Gauche républicaine de Catalogne et parti indépendantiste), dans lequel ce dernier expose une vision carrément eugénique de l'identité catalane :

« Il y a une distribution génétique de la population catalane statistiquement différente à celle de la population subsaharienne par exemple. Bien que ce ne soit pas politiquement correct de le dire, il y a beaucoup de caractéristiques qui sont génétiquement

déterminées, et probablement que l'intelligence est l'une d'entre elles». Il termine par : «Les Noirs ont un coefficient intellectuel inférieur aux Blancs.»

L'anxiété de nombreux Catalans face à la nouvelle visibilité des étrangers dans l'espace public pourrait alors apparaître comme «justifiée» lorsqu'un illustre résistant républicain tel que Barrera déclare que «les vagues migratoires sont un plan pour décatalaniser la Catalogne», que «si les flux migratoires actuels continuent, la Catalogne disparaîtra», et qu'«il faut sauver la Catalogne avant la démocratie». Le dirigeant de la future PxC qualifie d'ailleurs Heribert Barrera, pourtant de gauche, comme le premier leader identitaire de Catalogne.

### **L'éclosion politique de PxC**

C'est donc dans ce climat «favorable» qu'apparaît Josep Anglada lorsqu'en mars 2002 il rejoint une levée de boucliers contre le projet de construction de la nouvelle mosquée de Premià de Mar. Il en profite aussi pour éprouver les futures lignes directrices de son discours : «Les *moros* envahiront l'Europe par le fruit du ventre de leur mère», «l'unique problème est l'islam» scande-t-il aux journalistes lors des manifestations. Ces slogans font souvent mouche et il arrive à recueillir 8 000 signatures contre ce projet pour une ville qui compte environ 26 000 habitants à ce moment-là. Alors qu'elle jouissait pourtant de toutes les autorisations, cette mosquée ne vit jamais le jour.

Ce conflit fut le point de départ de ce que les journalistes qualifièrent de «guerre des mosquées», un vaste mouvement de protestations riveraines contre les lieux de culte musulmans et, plus généralement, contre tout aménagement appartenant ou concernant les immigrés comme des centres d'accueil pour étrangers ou des boucheries halal. Néanmoins, la plupart de ces mouvements s'avèrent être des organisations de type *NIMBY*<sup>4</sup> qui voient en ce type de projet une possible dégradation de leur cadre de vie mais surtout un risque de dévaluation de leur patrimoine. Plusieurs de ces associations sont d'ailleurs à l'initiative de promoteurs immobiliers, et certains d'entre eux les soutiendront ou les rejoindront. C'est en effet à la suite de cette mobilisation victorieuse, à peine un mois après, que Josep Anglada crée la PxC avec un programme basé exclusivement sur le «contrôle de l'immigration». Et grâce à la dynamique de Premià de Mar, ce nouveau parti, qui se présente comme «la nouvelle espérance des Catalans», va réussir à entrer en 2003 aux conseils municipaux de Vic (7,48 % – 1 édile), El Vendrell (6,18 % – 1 édile), Manlleu (5,6 % – 1 édile) et Cervera (9,2 % – 1 édile).

4. *Not in my backyard.*

On ne peut comprendre l'émergence de ce parti sans mettre en perspective sur des temps plus longs la trajectoire spécifique de ce vieux routard de l'extrême droite fascisante.

Anglada n'est pas un novice en politique, puisqu'il commence à militer à l'âge de dix-neuf ans auprès du franquiste Blas Piñar et fait toutes ses classes dans de nombreux partis d'extrême droite considérés comme les plus ultras, à l'instar de Fuerza Nueva ou de Frente National. Ensuite, le choix de fonder et d'installer le quartier général de PxC à Vic n'est pas dû au seul fait que ce soit sa ville natale, même si localement sa réputation est l'un des éléments de sa réussite relative. Capitale de la comarque d'Osona, Vic est une ville moyenne (environ 40 000 habitants) à environ 70 km au nord de Barcelone. Elle est surtout l'un des premiers pôles d'attraction de l'immigration maghrébine venue dès les années 1980 soutenir le dynamisme de son industrie agroalimentaire. En 1990, la presse parlait déjà de Vic comme « capitale de la Catalogne musulmane » à la suite de la construction de l'un des premiers lieux de culte islamique de la région (objet du premier combat politique de Josep Anglada). En outre, la plaine de Vic est considérée comme l'un des cœurs de la culture catalane. Cette particularité explique peut-être le côté très conservateur et traditionaliste de sa formation sociale (pour exemple, rares sont les Vigatans de « toute la vie » qui vous répondent en castillan). Vic a d'ailleurs toujours été gouvernée par un maire du parti nationaliste Convergence et Union (CiU). Le journaliste Xavier Rius la décrit [Rius, 2011] comme une ville « traditionnellement fermée », et dont les membres « établissent peu de liens au-delà des relations professionnelles et commerciales », notamment avec les *nouvinguts* (nouveaux venus). Aujourd'hui, 25 % de sa population est d'origine étrangère, et la proportion de Marocains est l'une des plus fortes de Catalogne (environ 9,5 %). Les premiers Marocains se sont surtout concentrés au sud du fleuve Mèder, coupant la ville en deux d'est en ouest, dans le quartier d'El Remei ; aujourd'hui ils se trouvent dispersés sur tout le territoire communal, ce qui traduit sans doute une relative mobilité sociale. Dans son ouvrage *Vic, de l'opulència a la crisi* (« Vic, de l'opulence à la crise »), le journaliste Miquel Macià dépeint une cohabitation difficile et l'existence d'un sentiment d'hostilité à l'égard des Marocains tant chez les anciens « immigrés castillophones » que chez les « autochtones » qui font souvent la distinction entre les habitants du nord et du sud du fleuve.

Très tôt, cette ville devient le laboratoire d'une gestion audacieuse de l'immigration. Ainsi, de nombreuses mesures prises à Vic, comme la fermeture de certaines « écoles ghettos » en 1997-1998, ou la création en 2008 des Espaces de bienvenue éducatifs (EBE) pour les écoliers primo-arrivants en retard linguistique, préfigurent souvent ce qui s'est fait à l'échelle de la région lorsqu'elles ne font pas polémique.

Avant même la fondation de Plataforma Vigatana (Plateforme de Vic, parti qu'il fonda en 2000 avant PxC), ce commercial dans les cosmétiques et l'immobilier



qu'est Anglada se fait connaître localement par son activisme zélé en pourchassant et en dénonçant les irrégularités commises par les immigrés allant du mauvais stationnement ou de la mauvaise installation des antennes paraboliques, jusqu'au dépassement des horaires légaux d'ouverture des commerçants. Il s'arroge le rôle de médiateur afin de régler les problèmes de voisinage et tente de combler les insuffisances d'une administration jugée trop lente, inefficace et à la solde des immigrés. Cet activisme entretenu par de nombreuses actions de communication lui permet de construire une figure d'« homme de proximité », courageux, avocat des « petites gens », autant d'atouts utiles aux protestations *NIMBY* à venir...

Cette éclosion politique de PxC doit avant tout être comprise comme la volonté d'un ancrage local fort dans le droit fil de cet activisme précédemment décrit. D'abord parce que, à l'évidence, c'est le passage obligé pour tout petit parti doté de faibles ressources. Et de ce point de vue les médias sont aussi responsables, parfois à leur insu, du succès médiatique du tribun Anglada qui (voir *infra*) profite de la publicité gratuite qu'occasionnent ses déclarations outrancières : « Que l'on parle de moi en bien ou en mal, je m'en fous ! L'essentiel c'est que l'on parle de moi » dit-il. Mais aussi parce que l'ambition avouée de Josep Anglada, se considérant déjà comme « l'homme politique du futur » doté « de plus de vision que ses adversaires » [*El Mundo*, 26 mai 2002], est de s'imposer durablement dans le paysage politique catalan et pas seulement au niveau local, mais aussi au niveau de la région autonome et voire plus à terme.

Ainsi, Josep Anglada fait le choix tactique de s'entourer de personnalités expérimentées, bien implantées dans leur localité respective. Eux aussi savent tirer parti de cette vague de protestation anti-mosquée tout en reproduisant le modèle d'activisme local de Vic. À Cervera, Mateu Figuera, ancien militant du Parti populaire et de l'Union démocratique de Catalogne (UDC), tente de mettre le feu à une mosquée deux mois avant les élections, après avoir appris que sa fille s'était entichée d'un Maghrébin (il se rendit à la police de son propre chef et écopa seulement d'une amende de 25 euros). À El Vendrell, August Armengol, vice-président de PxC et ancien militant de la formation d'extrême droite Groupe indépendant libéral (GIL), est élu sur la promesse que, s'il vient à gouverner, il interdira toute « mosquée dont le bruit couvrirait celui des clochers ».

### **Première phase d'extension de PxC**

Aux municipales de 2007, cette stratégie de conquête territoriale s'appuyant sur de fortes implantations locales porte ses fruits puisque PxC multiplie par quatre son électorat (12 447 voix), et de quatre conseillers municipaux passe à dix-sept. De plus, il améliore son score dans les quatre municipalités où il était déjà présent :

à Manlleu (2 édiles – 13,3 %), Vic (4 édiles – 18,5 %), Cervera (2 édiles – 15,9 %), El Vendrell (4 édiles – 17,7 %). On observe aussi une extension spatiale du vote PxC autour de ces quatre bastions. Dans cette première phase, l'essentiel du vote PxC se situe pour la plupart dans la Catalogne intérieure entre la cordillère pré littorale et les Prépyrénées espagnoles. Cette « Catalogne catalane », traditionnellement considérée comme un territoire de force du nationalisme catalan, voire de l'indépendantisme [Trépiér, 2011], ne correspondait apparemment pas à un terrain de prédilection pour ce genre de parti. Mais appréhender les motivations complexes du vote national-populiste ne peut se faire que par sa localisation précise à l'échelle communale, voire infracommunale [Giblin, 1988]. En effet, c'est dans les quartiers caractérisés par une forte présence de l'immigration notamment marocaine que ce parti fait ses plus gros scores. Là où les candidats PxC ont précisément concentré leurs forces, à l'instar du quartier d'El Remei à Vic où le vote atteint les 30 % alors qu'il est à 18,5 % au niveau de la commune. Dans cette ville, PxC est d'ailleurs le seul parti à croître (avec le parti d'extrême gauche CUP, Candidature d'unité populaire) en passant de un à quatre élus, et devient un acteur majeur de la vie municipale. Le nouveau maire Josep Vila d'Abadal (CiU) prend la tête de la commune avec deux conseillers municipaux et 22 % d'électeurs de moins que son prédécesseur issu du même parti. Il se voit contraint de pactiser de façon tout à fait inédite avec les partis de gauche en plein naufrage, dans le dessein d'amoinrir la capacité de nuisance de ce qu'il qualifie d'ores et déjà de « cancer ». Cette union sacrée n'a d'autre effet que de mettre en confiance un Josep Anglada conscient de la menace qu'il représente grâce au nouvel espace d'expression que lui confère l'opposition. Il fait de Vic la vitrine de son action politique, où, en tant que seconde force, son parti va peser de tout son poids sur les décisions communales à la recherche d'une attention médiatique obtenue grâce à ses provocations récurrentes et autres diatribes contre l'immigration. Cette pression exercée par PxC pousse le maire de Vic à adopter des mesures radicales sur l'immigration, de peur de se voir reprocher un certain laxisme sur ces questions. En décembre 2010, ce dernier déclenche une vive polémique en annonçant que sa commune ne recensera plus les étrangers sans papiers. Cette mesure illégale les priverait de droits sociaux basiques tels que le droit à la scolarisation ou la sécurité sociale. D'intenses débats s'en suivent et mettent Vic au cœur de l'attention médiatique à tel point que la controverse fait réagir jusqu'à la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Cecilia Malmström, et c'est Zapatero lui-même qui y met un terme. À la veille d'une exceptionnelle série de rendez-vous électoraux, le maire de Vic déclare : « Il fallait bien entreprendre quelque chose ou personne n'aurait voté pour nous » [Rius, 2011]. Le potentiel de PxC serait-il donc si grand ? En tout cas, la presse interprète cette initiative politique comme le résultat de son influence sur le conseil municipal et, grâce à la publicité assurée par de nombreux grands médias, le chef de PxC devient un acteur incontournable du paysage politique à l'échelle

## LA FORTE CROISSANCE DE PLATAFORMA PER CATALUNYA

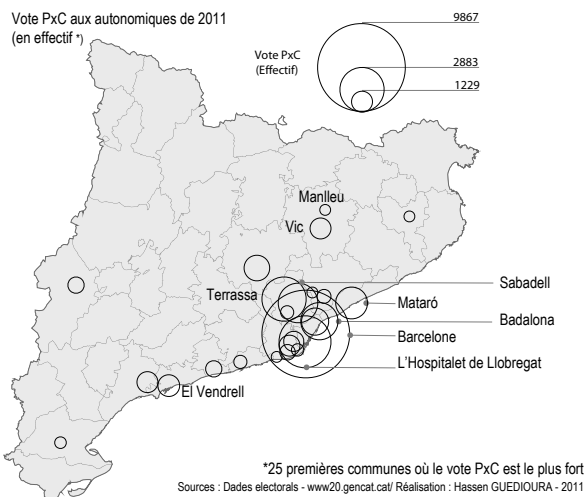
de la région. Aux municipales de 2011, PxC est une nouvelle fois le seul parti à améliorer son score à Vic en gagnant un élu supplémentaire. CiU ne progresse pas mais parvient néanmoins à maintenir ses huit conseillers municipaux.

### Deuxième phase d'extension de PxC

Lors des trois derniers rendez-vous électoraux de 2010-2011, PxC a connu une deuxième phase d'expansion territoriale et un bond spectaculaire en multipliant par six son électorat. Ce succès relatif n'est pas le seul fait de la sortie remarquable du maire de Vic. Il traduit aussi l'inquiétude grandissante quant au rôle de certains imams et à la place de l'islam au sein d'une société catalane se regardant à travers le prisme d'autres situations en Europe. Ainsi, dans la suite de celui déclenché quelques mois plus tôt en France, la Catalogne a aussi son débat sur le voile intégral tandis que l'opposition à la construction de mosquées ne cesse de s'accroître et continue de déconcerter les autorités publiques (comme à Lleida ou Badalona). En janvier 2011, à Salt, un jeune Marocain mineur tente de fuir les forces de l'ordre et se blesse gravement en chutant depuis le cinquième étage d'un bâtiment. Il s'ensuit presque quinze jours d'émeutes qui ravivent le spectre de la révolte des banlieues françaises de 2005.

CARTE 4. – PERCÉE DE PxC DANS LA MÉTROPOLÉ BARCELONAISE  
AUX ÉLECTIONS AUTONOMIQUES DE 2010

Hérodote, n° 144, La Découverte, 1<sup>er</sup> trimestre 2012.



Durant ces élections, la percée de PxC dans les traditionnels bastions de la gauche surprend notamment à Barcelone et dans les quartiers de la « ceinture rouge ». Cette percée est confirmée aux législatives de novembre 2011 : les quinze premières communes comptant le plus de votes PxC se situent toutes dans l'aire métropolitaine de Barcelone (voir carte) et représentent plus de la moitié des 60 000 votes obtenus en moyenne (51,95 %), alors qu'aux municipales de 2007 ce vote était quasiment inexistant (à peine 351 voix à Barcelone, 135 à Mataro, et 275 à Esplugues de Llobregat).

Cette percée du vote xénophobe semble valider le fait que la proximité des immigrés marocains suffit à le générer puisque c'est aussi dans ces communes qu'ils sont les plus nombreux. De plus, l'équation « Marocains + quartiers ouvriers défavorisés + bastion de la gauche = vote PxC » s'observe de façon encore plus patente à l'échelle infracommunale. Par exemple, cette corrélation se retrouve à Barcelone, commune qui réunit le plus grand nombre de voix PxC (environ 10 000 voix en moyenne lors des trois dernières élections), notamment à Nou Barris, district dont le revenu moyen par personne est le plus faible de la capitale (environ 35 % de moins que la moyenne de la ville) et où PxC réalise son meilleur score (1 858 votes, 2,44 % aux dernières législatives, ce qui représente la plus forte progression) alors que dans ce même quartier PSC reste en tête mais perd la moitié de ses voix.

Jusqu'en 2007, la vigueur de l'économie espagnole, enregistrant cette année-là son plus faible taux de chômage de ces trente dernières années (8 %), pouvait effectivement laisser croire que ce phénomène, en plus d'être circonscrit géographiquement, serait éphémère. Mais c'était sans compter sur la profonde crise économique.

Toutefois, la formation sociale des territoires de cette deuxième phase diffère de ceux de la précédente. Et, en l'espèce, les causes du vote PxC sont bien plus profondes qu'il n'y paraît. En effet, ce qui désarçonne un certain nombre d'analystes, ce n'est pas seulement la poussée d'un vote d'extrême droite sur les « terres de gauche », mais le fait que celle-ci se fasse précisément dans des quartiers ayant aussi la triple particularité d'avoir été les avant-postes de la lutte contre la dictature franquiste, des luttes ouvrières, et d'être majoritairement peuplés par d'anciens migrants originaires du reste de l'Espagne et principalement d'Andalousie. Dans ces quartiers construits de la main même de ces ouvriers au début des années 1960, la désindustrialisation, le vieillissement de la population et le départ des plus jeunes, la chute du Parti communiste et la fin du militantisme, la nostalgie d'une vie communautaire forte sont autant de raisons qui expliquent que quelques-uns d'entre eux ont mal vécu l'arrivée des immigrés, les voyant comme la confirmation, voire les responsables, de ce déclin qui était pourtant déjà amorcé bien avant. L'étiquette de ghetto accolée (souvent à tort) à leur quartier du fait de la seule forte

concentration de ces étrangers (jusqu'à 80 % dans certaines zones) et la cohabitation parfois difficile avec certains d'entre eux, inaccoutumés aux mœurs locales et maîtrisant peu la langue espagnole ou catalane, n'arrangent en rien les choses et sont vécues comme une régression douloureuse. Ces quartiers historiquement relégués vont être les plus vulnérables à la crise économique et son corollaire de coupes budgétaires, accentuant un peu plus le sentiment de dépossession. Aussi, la hausse du chômage qui touche prioritairement les Marocains (40 % chez les plus de 40 ans et 62,5 % chez les moins de 25 ans [Collectif Ioé, 2010]) hypertrophie la représentation d'une concurrence avec ces derniers pour de moindres ressources et renforce le sentiment d'illégitimité de cette nouvelle population n'ayant pas pris part aux souffrances historiques du quartier. Forcément, les aides publiques étant calculées sur la base de critères exclusivement sociaux, dans ces localités où la proportion de Marocains est forte on trouve un plus grand nombre d'entre eux dans les files d'attente, biaisant ainsi la réalité de la part globale réelle qu'il leur est allouée, et faisant oublier du reste que s'ils en sont bénéficiaires, c'est qu'ils ont cotisé comme tout un chacun (moins de 1 % des percepteurs d'aides sociales sont étrangers et la moitié d'entre eux sont européens [Moreno Fuentes et Bruquetas Callejo, 2011]).

L'exemple de Ca n'Anglada est l'un des plus emblématiques de ces tensions. Rappelons que les violences xénophobes ont eu lieu bien avant les attentats du 11 septembre 2001, avant la crise économique, et à un moment où la présence des Marocains était bien moindre au regard de leur nombre actuel (environ 500 en 1999, plus de 3 500 en 2010 pour une population de 14 000 habitants dans ce quartier). Il n'est pas non plus anodin que la rixe à l'origine de ces violences ait commencé sur la place centrale, l'un des lieux les plus symboliques du quartier surnommé la « place rouge » en mémoire des luttes dont elle fut le théâtre.

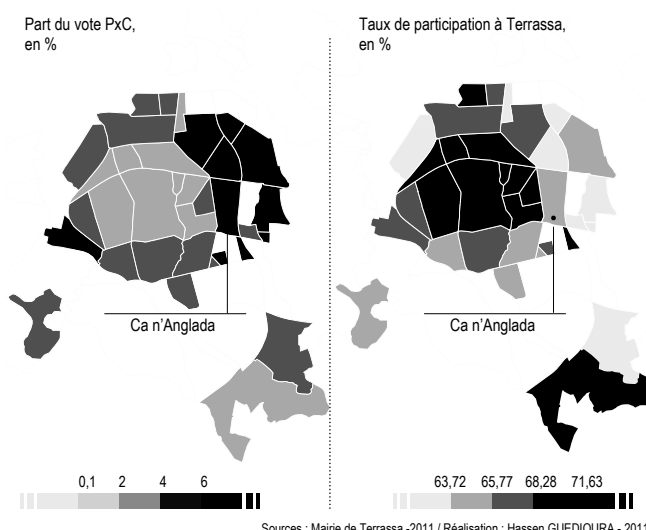
Conscient<sup>5</sup> de ce calcul et des « potentialités » que renferment ces territoires, c'est sur eux que Josep Anglada, fort de nouveaux moyens humains et financiers, concentre sa stratégie de conquête à partir de fin 2009 en menant une vaste campagne de « porte à porte » (*pie de calle*) où il inonde l'aire métropolitaine de Barcelone de plus de deux millions de prospectus au slogan simple et adapté à la situation : « Primer els de casa » (« en premier, ceux de la maison »). Cette rhétorique bien connue de la « préférence nationale » ou, dans le cas présent, du « chauvinisme social » était déjà présente dans le discours de PxC dès sa genèse.

5. Josep Anglada suit les travaux académiques sur l'extrême droite, notamment ceux de Xavier Casals que l'on peut retrouver sur le site du parti. De plus, lors de mon entretien avec lui en septembre 2010, donc avant les élections autonomiques en Catalogne, il m'expliqua que son parti émergerait sur les territoires de gauche, avec à l'appui l'étude de Pardos-Prado et Molins. Étude qu'il imprima et qu'il me remit.

Mais, à l'apparition de la crise, il devient la principale matière première de sa communication.

Ainsi, environ dix ans après les violences de 1999, le tabou du vote raciste est levé et Terrassa devient le troisième réservoir de voix pour PxC : environ 3 000 voix en moyenne et lors des trois élections de 2010-2011, alors que dans cette commune – comparable aux autres communes de la ceinture rouge – PxC ne bénéficie d'aucune représentation municipale. Ce vote montre qu'il n'est plus nécessairement le résultat d'un activisme local mais qu'il émerge à la confluence des préoccupations de certains électeurs au niveau local, d'un contexte tendu marqué par la crise économique, et d'un discours dorénavant audible dans sa forme, mais surtout bien relayé par les médias.

CARTE 5. – L'ÉQUATION DU VOTE PxC À CA N'ANGLADA



### **Stratégie(s) et ressort(s) de PxC : l'adaptation à la Catalogne du « business model identitaire »**

Depuis l'avènement de la démocratie, l'extrême droite espagnole, présente seulement en de très rares localités, a toujours été marginalisée et avait disparu des débats politiques. Comment s'explique alors le relatif succès de PxC ? La dédialisation, voire la normalisation de ce jeune parti dans le paysage politique catalan

doit beaucoup à une savante et non moins complexe alchimie idéologique qui lui permet de se démarquer, du moins dans la forme, de l'extrême droite traditionnelle espagnole. Pour ce faire, PxC s'inscrit à contre-courant en se présentant comme un parti moderne, démocratique et non-violent : « Je veux profiter de cet acte solennel pour revendiquer les valeurs de la Déclaration des droits de l'homme se trouvant dans la Constitution espagnole et dans notre statut [d'autonomie] » déclare Josep Anglada en 2003 lors de son premier discours en tant que maire adjoint de Vic.

Le deuxième élément de distanciation est, dans ses discours officiels, l'absence de toute référence à l'exaltation du nationalisme espagnol et du franquisme. De ce point de vue, PxC fait office de véritable exception. Mais c'est une condition *sine qua non* pour n'importe quel parti d'extrême droite dont l'ambition est d'aller bien au-delà de la simple marginalité, et sans quoi il aurait été difficile de se débarrasser de l'avanie accolée à toute la symbolique pouvant rappeler de près ou de loin la période dictatoriale. L'utilisation de la Catalogne comme rampe de lancement permet d'éliminer les derniers soupçons d'un engagement en faveur de l'Espagne. Et, comme son nom l'indique, Plataforma per Catalunya se veut avant tout catalane et ce sera principalement en langue catalane que se font les discours ainsi que la majeure partie de sa communication, non sans le souci de s'attirer les faveurs d'un sentiment nationaliste actuellement hégémonique. Il n'est donc pas anodin qu'Anglada choisisse de s'étendre à partir de ses zones de force en choisissant Vic comme épicerie du phénomène. Mais il ne faut pas confondre culture catalane et catalanisme. En effet, bien que cette équivoque soit entretenue à dessein et joue clairement à son avantage, PxC n'a jamais été un parti nationaliste et encore moins indépendantiste. Nulle part, que ce soit dans sa communication, ses statuts juridiques ou ses programmes, n'est mentionnée une telle précision. De plus, la base militante ainsi que la plupart des cadres du parti proviennent tous de l'extrême droite la plus ultra. On peut facilement retrouver un ton plus espagnoliste que catalaniste dans les interviews qu'il accorde à une certaine presse d'extrême droite (*Alerta Digital, Tribuna de Europa, Mediterraneo Digital*) qui vise à rassurer la frange la plus radicale de son électorat.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi PxC s'inscrit en dehors du débat autour du nationalisme ou de l'indépendantisme et cultive au contraire la représentation d'un « autochtonisme » en conciliant trois échelles identitaires : l'identité catalane, espagnole et européenne (voire même occidentale). La hiérarchie a ici son importance, car ce mouvement se fait d'abord à partir de la première qu'il revendique parfois ostensiblement, certes, mais comme faisant partie prenante des deux autres. Ainsi brandir le drapeau catalan lors de ses meetings, ou déposer une gerbe de fleurs un jour de fête nationale catalane devant la statue de Rafael Casanova, figure emblématique pour les nationalistes catalans, ne signifie en rien que Josep Anglada soit un séparatiste. Cela lui permet surtout d'être vu comme « l'un des

nôtres », un produit du terroir susceptible d'attirer un électorat plus large que celui de l'extrême droite classique.

Sur cette base, Josep Anglada va chercher à consolider cette construction identitaire en entretenant une différenciation autre que celle entre l'Espagne et la Catalogne, mais plutôt celle entre les immigrés – et plus spécialement les musulmans – et les « autochtones ». Le chapitre de l'immigration dans les commandements du parti consultables en ligne est on ne peut plus clair : « L'immigration massive est une conséquence de la mondialisation ; les vagues d'illégaux augmentent la délinquance, le chômage et les dépenses sociales, génèrent des conflits linguistiques, religieux et culturels, et des zones de marginalisation sociales constituant une série de menaces pour l'identité et la cohésion de la Catalogne. » Et bien qu'il se défende d'être raciste et s'estime plutôt « réaliste », il n'en reste pas moins que, pour le leader de PxC, il y a une différence ontologique entre un Maghrébin et un Espagnol : « un *moro* sera toujours un *moro*, jamais il ne sera espagnol ».

Son principal cheval de bataille sera l'islam, considéré comme la « nouvelle menace totalitaire ». Selon lui, cette religion serait incompatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il considère comme la « colonne vertébrale de la civilisation occidentale ». Il n'aura de cesse de maintenir cette hiérarchie identitaire dans ses réquisitoires : « L'islam est un péril pour Vic, est un péril pour la Catalogne, est un péril pour l'Espagne, est un péril pour l'Europe, c'est notre ennemi<sup>6</sup>. » Il existerait, pour lui et ses émules, un antagonisme essentiel entre islam et Occident : « L'Europe a construit son identité face à l'islam<sup>7</sup>. » Il l'adapte à la situation espagnole grâce à l'utilisation d'un champ lexical faisant référence à l'histoire d'*Al Andalus* et de la *Reconquista* : « L'Espagne a déjà vécu l'expérience de devoir reconquérir ses propres terres face au totalitarisme fanatique de l'islam<sup>8</sup> » ; « nous ne pouvons nous permettre un nouvel *Al Andalus*<sup>9</sup> ». D'ailleurs, l'herméneutique du vocable « *moro* », utilisé régulièrement et de façon péjorative par les membres de ce parti, renvoie directement à cette histoire et permet de faire le lien sans distinction entre les immigrés maghrébins d'aujourd'hui et les envahisseurs d'hier.

Cependant, le rejet de la religion musulmane n'est pas, ici non plus, une fin en soi : « J'utilise le filon de l'islam comme certains utilisent le filon de l'indépendantisme », me dira-t-il. C'est plutôt le moyen pour PxC de pourfendre ses concurrents véritables, c'est-à-dire les grands partis au pouvoir qu'il considère comme corrompus et accuse d'avoir été à l'origine de l'arrivée massive de ces immigrés à cause d'un angélisme tout aussi exotique qu'irresponsable si vous

6. Documentaire, *Què ha passat a Vic?* Vilaweb, 2007, <www.vilaweb.tv>.

7. *Minuto Digital.com*, 2010.

8. *Alerta Digital*, 27 juillet 2011.

9. *Alerta Digital*, 15 juillet 2010.



êtes de gauche, ou, si vous êtes à droite, dans le but non avoué d'enrichir l'élite bourgeoise sur la base du dumping social que suppose l'arrivée des immigrés. La cible privilégiée de PxC n'est donc pas seulement l'électeur de gauche, même si, jusqu'à présent, il semble être la composante principale de son électorat.

Toute cette rhétorique anti-islam et anti-*establishment* synthétisée dans la représentation d'« Eurabia » – théorie catastrophiste conceptualisée par l'essayiste Bat Ye'or (Gisèle Littman-Orebi de son vrai nom) qui avance le fait que l'Europe disparaîtrait par l'invasion démographique des musulmans facilitée par la trahison des élites politiques – n'est pas l'invention de Josep Anglada et n'est rien d'autre que l'adaptation au contexte espagnol du discours des « identitaires », ces nouvelles formations nationales-populistes européennes. Ainsi, facilité par le fait que l'Espagne est l'un des derniers pays européens à s'être converti en terre d'accueil, PxC arrive à un moment où il ne fait que récupérer ce qui était déjà disponible et « clé en main » sur le « marché » du populisme.

Enrique Ravello, diplômé d'histoire et de géographie et ancien militant du mouvement néonazi Cercle espagnol des amis de l'Europe (CEDADE), est la cheville ouvrière de ce rapprochement de PxC avec ses homologues européens lorsqu'il rejoint le parti en 2009 en tant que secrétaire des relations internationales.

Fort de ces soutiens, PxC envisage de s'exporter en inspirant d'autres initiatives du même genre dans le reste de l'Espagne. Une tentative avait déjà été faite précédemment avec la mise en place d'autres *plataformas* comme la Plataforma por Valencia (PxV), la Plataforma por Madrid (PxM) ainsi que la Plataforma por Castilla y León (PxCL) mais elles ont été rapidement dissoutes en raison de dissensions entre les différents leaders et d'une coordination claudicante. En revanche, aujourd'hui, bien des paramètres ont changé tant du point de vue de la politique interne et externe que de celui des moyens dorénavant plus grands de l'appareil PxC.

Quant à PxC, il est présent dans une des régions les plus importantes en terme de poids politique (la Catalogne représente quarante-huit députés au Congrès espagnol, dont trente et un pour la seule province de Barcelone) et pourrait faire office de modèle, voire de locomotive d'un fédéralisme inédit de partis identitaires à l'échelle de l'Espagne (ce que Josep Anglada envisage clairement).

Tout comme le Front national français ou d'autres partis d'extrême droite européens, il est aujourd'hui possible d'affirmer que PxC ne représente que 67 des 14 000 conseillers municipaux de Catalogne, qu'il n'a réussi à entrer ni au parlement de Catalogne, ni au Congrès espagnol, et qu'il reste par conséquent un épiphénomène voué à disparaître. Certes. Puis, il y eut un certain 21 avril 2002 et Jean-Marie Le Pen présent au second tour, un PVV troisième force des Pays-Bas avec vingt-quatre sièges au Parlement, un UDC première force politique de Suisse, etc. Il serait donc erroné de ne pas inscrire la progression de ce parti dans cette tendance.

Avec une deuxième génération d'enfants issus de l'immigration arrivant à l'adolescence, une crise économique qui semble durable, la marginalisation croissante de certains quartiers déjà qualifiés de ghettos, un travail de terrain actif et qui s'amplifie grâce à des militants de plus en plus nombreux, les raisons de penser que PxC est parti pour durer sont nombreuses.

D'autant plus que, nous l'avons vu, si victoire il y a, c'est celle du discours populiste, même s'il ne se traduit pas encore complètement en vote. En dictant les lignes directrices du débat public, Josep Anglada a ouvert une brèche dans laquelle d'aucuns se sont engouffrés, à l'exemple de Xavier Garcia Albiol, candidat iconoclaste du Parti populaire qui finira par remporter la mairie de Badalona en 2011, troisième ville de la région. Ce dernier s'était déjà fait remarquer durant la campagne de 2010 lorsqu'il lança un jeu vidéo dont l'héroïne, « Alicia Croft » (qui n'était autre que le personnage de la présidente régionale du PP catalan Alicia Sanchez Camacho), avait la mission d'éliminer les immigrants illégaux et les indépendantistes...

Josep Anglada est donc parvenu à façonner une offre politique nouvelle qui a réussi là où tous les autres partis d'extrême droite ont échoué<sup>10</sup> en Espagne, grâce à un insidieux « avatar identitaire » qui suggère un regard nouveau sur la configuration géopolitique catalane et espagnole. Son discours presque monothématique est principalement axé contre les immigrés ainsi que l'islam, et il affirme en privé qu'il rétablirait « la peine de mort sous moins d'une heure ».

Mais le plus redoutable est sa grande flexibilité, la maîtrise de la complexité des différents contextes à plusieurs échelles, et sa capacité à renouveler son positionnement avec des formules comme celle-ci : « Ils nous interdisent les taureaux... pour nous ramener des *moros*<sup>11</sup>. » À choisir pour l'électeur catalan.

### Bibliographie

- ALIDIÈRES B. (2006), *Géopolitique de l'insécurité et du Front national*, Armand Colin, Paris.
- BERRIANE M. et LÓPEZ GARCÍA B. (2004), *Atlas de la inmigración marroquí en España*, éditions UAM, Madrid.

10. Aujourd'hui, seuls quatre autres partis d'extrême droite bénéficient – faiblement – d'une représentation municipale : España 2000 (communauté de Valence), Démocratie nationale (Castille et León), Action démocratique espagnole (Madrid et Castille-La Manche), et le Mouvement phalangiste d'Espagne (Cantabrie).

11. Suite à la décision prise par le gouvernement de Catalogne d'interdire la tauromachie, PxC a diffusé des affiches avec ce slogan afin de dénoncer la supposée reconversion des grandes arènes de Barcelone à l'architecture hispano-moresque en grande mosquée financée par un prétendu émir du Golfe.

LA FORTE CROISSANCE DE PLATAFORMA PER CATALUNYA

- CABRÉ I PLA A. (1999), *El sistema català de reproducció: cent anys de singularitat demogràfica*, Proa/Institut Català de la Mediterrània, d'Estudis i Cooperació (Estudis i Simpo-sis, 19), Barcelone.
- COLLECTIF IOÉ (2010-2011), *El impacto de la crisis económica en la situación laboral de los inmigrantes marroquíes en España*, Casa Arabe, Madrid.
- GIBLIN B. (1988), «Le Front national, un vote raciste?», *Hérodote*, n° 50/51, La Découverte, Paris, p. 11-21.
- LÓPEZ GARCÍA B. (1991), «El fantasma de la invasión», *El País*, 28 novembre.
- MACIA M. (2008), *Vic, de l'opulència a la crisi*, Nel-la edicions, La Garriga.
- MORENO FUENTES F.J et BRUQUETAS CALLEJO M. (2011), *Inmigración y Estado de bienestar en España*, Coleccion Estudios Sociales, Obra Social «La caixa», n° 31, Barcelone.
- MORERAS J. (2009), *Una mezquita al barri, Conflicte, Espai Públic i inserció urbana dels oratoris musulmans a catalunya*, Migracat, Barcelone.
- ORDUÑA REBOLLO E. (2005), *Historia del Municipalismo Español*, Biblioteca de Derecho municipal, Madrid.
- PARDOS-PRADO S. et MOLINS J. (2009), «The emergence of right-wing radicalism at the local level in Spain: the Catalan case», *International Journal of Iberian Studies*, Madrid, vol. 22, n° 3, p. 201-218.
- PUJOL J. (1976), *La immigració, problema i esperança de Catalunya*, Editorial Nova Terra, Barcelone.
- RIUS X. (2011), *Xenofòbia a Catalunya*, Edicions 1984, Barcelone.
- ROBINE J. (2011), *Les Ghettos de la nation*, Vendémiaire, Paris.
- STORA B. (1999), *Le Transfert d'une mémoire: de l'Algérie française au racisme anti-arabe*, La Découverte, Paris.
- TRÉPIER C. (2011), *Analyse géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne*, thèse de doctorat soutenue à l'université Paris-VIII.
- VILA E. (2001), *Què pensa Heribert Barrera?* Proa Dèria Editors, Barcelone.
- ZAPATA BARRERO R. et DE WITTE N. (2007), *Spanish report on migration and multiculturalism discourses. Report for A European Approach to Multicultural Citizenship. Legal Political and Educational Challenges*, Emilie, Barcelone.